

Réconciliation nationale au Burkina Faso : Le CFOP installe son comité de réflexion

Page 16

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du samedi 08 mai 2021

7 jrs/7

N°1619 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Recrudescence des attaques terroristes au Burkina Faso

Page 14



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Retour sur les circonstances de l'enlèvement du journaliste français Olivier Dubois

Page 8

OUGANDA

La CPI condamne le commandant de la LRA, Dominic Ongwen, à 25 ans de prison

La Cour pénale internationale a condamné jeudi 06 mai 2021, un enfant soldat devenu commandant de l'Armée de résistance du Seigneur pour une litanie de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Ouganda.



Dominic Ongwen, enfant soldat ougandais devenu un commandant de la brutale rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)



La LRA créée en 1987 en Ouganda, a tué plus de 100. 000 personnes et enlevé environ 60 000 autres

DominicOngwen, 45 ans, a été reconnu coupable en février de 61 chefs d'accusation, notamment de meurtres, de viols et d'esclavage sexuel pendant un règne de terreur au début des années 2000 par la LRA, dirigée par le fugitif Joseph Kony. Selon l'agence Reuters les procureurs ont demandé une peine de 20 ans de prison, affirmant que la propre histoire d'Ongwen en tant qu'écolier enlevé par la LRA justifiait une peine inférieure à la peine maximale de 30 ans à perpétuité autorisée par la CPI.»C'est une circonstance qui distingue cette affaire de toutes les autres jugées par ce tribunal», a déclaré l'avocat du parquet de la CPI, Colin Black, lors d'une audience de détermination de la peine devant le tribunal de La Haye en avril. La défense réclame une peine de 10 ans de prison pour Ongwen, qui a utilisé le nom de guerre «White Ant» lors des attaques de ses soldats contre des camps de réfugiés dans le nord de l'Ouganda. Les victimes de ses crimes ont demandé au tribunal de prononcer la peine de réclusion à perpétuité.

La suite à la page 3

OUGANDA

La suite de la page 2

Ongwen a déclaré au tribunal que la LRA l'avait forcé à manger des haricots imbibés du sang des premières personnes qu'il avait été obligé de tuer dans le cadre d'une initiation brutale à la suite de son propre enlèvement à l'âge de neuf ans. «Je suis devant ce tribunal international avec tant d'accusations, et pourtant je suis la première victime d'enlèvement d'enfants. Ce qui m'est arrivé, je ne crois même pas qu'il soit arrivé à Jésus-Christ», a déclaré Ongwen.

Crimes de guerre

La LRA a été fondée il y a trois décennies par l'ancien garçon de chœur catholique et soi-disant prophète Kony, qui a lancé une rébellion sanglante dans le nord de l'Ouganda contre le président Yoweri Museveni. Sa campagne brutale pour mettre en place un État basé sur les dix commandements de la Bible a fait plus de 100 000 morts et 60 000 enfants enlevés, se propageant finalement au Soudan, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine. Les juges ont déclaré dans leur verdict de février qu'Ongwen avait personnellement ordonné à ses soldats de massacrer plus de 130 civils dans les camps de réfugiés de Lukodi, Pajule, Odek et Abok entre 2002 et 2005. Des civils ont été enfermés dans leurs maisons et brûlés vifs ou battus pendant les massacres, tandis que les mères ont été obligées de transporter le butin de la LRA, les forçant à abandonner leurs enfants en bas âge au bord de la route. Ongwen a également été la première personne condamnée par la CPI du crime de grossesse forcée, pour avoir enlevé et violé de soi-disant «épouses», dont certaines étaient mineures. Le procureur Black a déclaré que la propre histoire d'Ongwen en tant qu'enfant soldat «ne diminue en rien la gravité des crimes, ni ne diminue sa culpabilité criminelle». «Néanmoins, nous les considérons comme des circonstances individuelles exceptionnelles d'un type qui justifie une réduction significative de la peine», a-t-il ajouté. Ongwen s'est rendu aux forces spéciales américaines qui chassaient Kony en République centrafricaine au début de 2015 et il a été transféré à la CPI pour y être jugé.

K.Fiakofi

Près de 20 millions de personnes supplémentaires touchées par des crises alimentaires en 2020

Près de 20 millions de personnes supplémentaires ont été confrontées à des crises alimentaires l'année dernière dans un contexte de conflit armé, de pandémie de COVID-19 et de conditions météorologiques extrêmes, et les perspectives pour cette année sont à nouveau sombres, selon un rapport du Réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC).

L'agence humanitaire, mise en place en 2016 par l'Union européenne et les Nations unies, a également averti que l'insécurité alimentaire aiguë continuait de s'aggraver depuis 2017, première année de son rapport annuel sur les crises alimentaires.»Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour mettre fin à ce cercle vicieux. Il n'y a pas

La suite à la page 4

AFRIQUE

La suite de la page 3



Le Réseau mondial contre les crises alimentaires (GN AFC) a publié l'édition 2021 du Rapport mondial sur les crises alimentaires le 5 mai

de place pour la famine et la famine au 21ème siècle», a déclaré à l'agence Reuters le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.Il a ajouté que les conflits et la faim doivent être combattus conjointement, car ils se renforcent mutuellement. Définie comme tout manque de nourriture qui menace des vies, des moyens de subsistance ou les deux, l'insécurité alimentaire aiguë à des niveaux de crise ou pire a touché au moins 155 millions de personnes l'année dernière, le nombre le plus élevé en cinq ans d'existence du rapport. Antonio Guterres a averti que la situation ne devrait pas s'améliorer cette année, principalement due au conflit, mais que les mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19 sont un facteur aggravant.

Selon le rapport , deux personnes sur trois touchées par les crises alimentaires l'année dernière se trouvaient en Afrique, bien que d'autres parties du monde n'aient pas été épargnées, le Yémen, l'Afghanistan, la Syrie et Haïti parmi les 10 régions les plus touchées l'année dernière. Au Burkina Faso, au Soudan du Sud et au Yémen, 133 000 personnes se trouvaient dans la phase la plus grave ou «catastrophe» de l'insécurité alimentaire, nécessitant une action urgente pour éviter une mort généralisée et un effondrement total des moyens de subsistance.

K.Fiakofi

Afrique du Sud : Guerre de succession au royaume zoulou

Depuis la mort du roi zoulou, Goodwill Zwelithini, en mars dernier, l'une de ses veuves assurait la régence jusqu'à la nomination d'un futur monarque. Mais elle est décédée à son tour la semaine dernière, à l'âge de 65 ans, fragilisant l'unité au sein du clan royal et révélant au grand jour les tensions.

En Afrique la question de succession est devenue problématique dans plusieurs pays. Après la mort du roi Zoulou en mars dernier, et celle de la reine régente, Shiyiwe Mantfombi Dlamini Zulu, décédée fin avril, le royaume du roi défunt est confronté à cette question de succession. En effet, le chapeau du chef flotte en l'air au royaume Zoulou et une guerre de succession y fait surface. Les discussions s'intensifient au sein du palais royal de Nongoma,

La suite à la page 5

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 4



La succession du défunt roi zoulou Goodwill Zwelithini au centre de division au sein de la famille royale

dans la région du KwaZulu-Natal, alors que s'approchent les funérailles de la reine régente. Qui pour monter sur le trône? C'est la question qui divise au royaume Zoulou. Si la première des six femmes du roi Zwelithini demande à la cour de la reconnaître comme épouse principale, puisqu'elle est la seule à être unie au monarque par un mariage civil, deux des filles du roi estiment que le testament laissé par leur père est un faux et demandent sa suspension, a rapporté Rfi.

Grande influence du roi Zoulou

Certes le roi des Zoulous ne possède plus aujourd'hui de pouvoir exécutif, cependant, il conserve beaucoup d'influence sur le plus grand groupe ethnique d'Afrique du Sud. C'est l'image de Goodwill Zwelithini, roi zoulou depuis 1971 et décédé en mars à l'âge de 72 ans. Il a été le monarque le plus influent d'Afrique du Sud, une autorité morale pour 12 millions de Sud-Africains. Fort de cet important rôle qu'occupe le roi Zoulou, il est nécessaire qu'un consensus puisse être trouvé entre les prétendants au trône pour garantir la paix et la stabilité dans le royaume. C'est ce qu'espère la ministre sud-africaine des Affaires traditionnelles, venue rendre hommage à la reine défunte, selon Rfi.

Line Rose

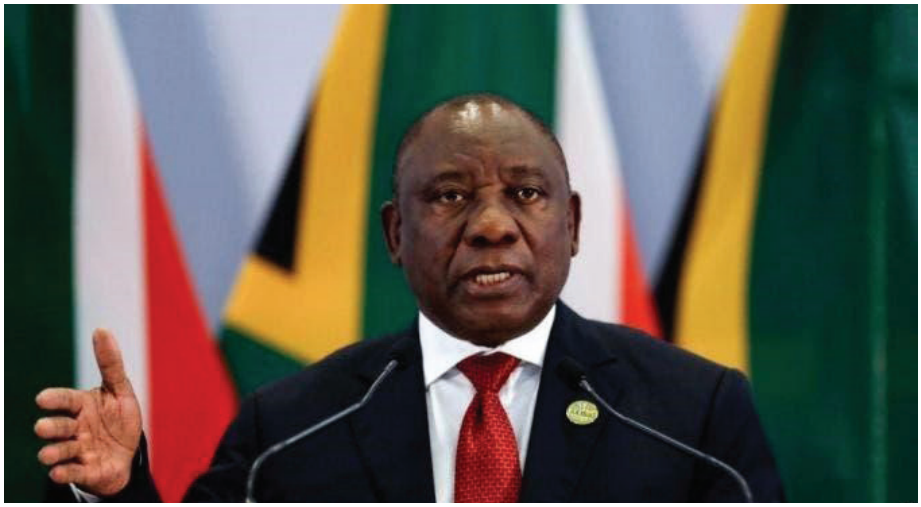
AFRIQUE DU SUD

L'ANC suspend son secrétaire général pour corruption

L'ANC, parti historique au pouvoir en Afrique du Sud, a suspendu son secrétaire général Ace Magashule accusé de corruption. C'est un succès pour le président Cyril Ramaphosa, qui jouait gros sur ce dossier, au sein d'un parti fractionné.



L'ANC suspend son secrétaire général, Ace Magashule, pour corruption



Le président Cyril Ramaphosa veut mettre fin à la corruption dans le pays et même son parti n'épargne pas à cette lutte

Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, parti au pouvoir et mêlé dans des affaires de corruption depuis plusieurs années, travaille à redorer son image. Pour ce faire, le chef de l'Etat mène une lutte acharnée contre la corruption et même les hauts responsables de son parti ne sont pas épargnés. C'est le cas du secrétaire général du parti. En effet, Ace Magashule est devenu cette semaine le premier haut responsable de l'ANC à être mis à l'écart dans le sillage de la nouvelle politique anti-corruption du parti. «Vous êtes, par la présente, suspendu temporairement à partir du 3 mai 2021 jusqu'à l'issue finale de votre procédure judiciaire», a informé Jessie Duarte, secrétaire générale adjointe du Congrès national africain, dans une lettre adressée à Ace Magashule, indiquant que cette décision serait «dans le meilleur intérêt» du parti.

Signe fort

«C'est le premier signe vraiment fort que l'ANC est prêt à faire le ménage dans ses rangs. Il lui reste un sacré chemin à parcourir mais c'est une condition préalable absolue pour s'attaquer à la corruption», s'est réjoui auprès de l'AFP David

La suite à la page 7

OUGANDA

La suite de la page 6

Lewis, directeur de l'ONG Corruption Watch, cité par France 24. C'est également une victoire pour le chef de l'Etat Cyril Ramaphosa qui a fait de la corruption son cheval de bataille depuis son arrivée au pouvoir. Pour certains analystes, la mise à l'écart de Ace, accorde au président une plus grande marge de manœuvre au sein du parti. La mise à l'écart de Magashule représente «une consolidation du pouvoir du président Ramaphosa au sein de l'ANC» dans les luttes de factions actuelles, qui «nuisent à la gouvernance», entre son courant et celui de «l'ancien président Jacob Zuma et Ace Magashule d'autre part», analyse la Fondation De Klerk.

Actuellement en liberté sous caution, «Ace» sera jugé en août aux côtés d'une quinzaine de coaccusés, pour avoir notamment volé de l'argent public mis de côté en 2014 pour désamianter des logements sociaux, lorsqu'il était Premier ministre du Free State. Les travaux n'ont jamais eu lieu : les enquêteurs estiment que l'équivalent de près de dix millions d'euros ont été empochés.

Line Rose

L'Ouganda lance un drone livrant des médicaments anti-VIH dans des îles reculées



Lancement du programme Infectious Disease Institute (IDI) de l'Université de Makerere visant à tester l'utilisation de drones médicaux pour administrer des médicaments anti-VIH.

En ouganda,la technologie pourrait garantir que les médicaments essentiels atteignent les communautés du lac Victoria où la prévalence du VIH / sida est la plus élevée du pays.

Des vols réguliers transportant des thérapies antirétrovirales (TAR) pour le traitement du VIH commencent dans la région, où la prévalence du VIH est la plus élevée du pays. D'après un rapport de l'OMS l'Ouganda a fait des progrès significatifs dans la réduction du fardeau du VIH au cours de la dernière décennie , mais le district de Kalangala a continué de signaler des taux élevés de nouveaux cas et l'accès au traitement reste inaccessible pour beaucoup. La géographie insulaire de la région rend la prestation de soins de santé difficile, car les voyages ne sont possibles que par bateau et sont inefficaces, peu fiables et potentiellement dangereux pour les travailleurs de la santé qui voyagent d'île en île pour prodiguer des

La suite à la page 8

MALI

La suite de la page 7



Donner aux personnes vivant dans des régions éloignées un accès aux traitements

soins. Les drones médicaux aideront à surmonter ces défis en desservant des sites d'atterrissage éloignés dans le sous-comté de Bufumira, atteignant et fournissant des TARV à environ 1 000 personnes vivant avec le VIH / sida.

Le ministère de la Santé ougandais, l'Academy for Health Innovation, Ouganda et l'IDI ont collaboré au projet pilote de drones médicaux à Bufumira selon The Guardian , qui a transporté des ARV à plus de 1000 personnes vivant avec le VIH. L'initiative «surmonter les barrières géographiques grâce à la technologie» soulagera les défis, a déclaré Henry Mwebesa, directeur général des services de santé de l'Ouganda, qui a assisté au lancement.

K.Fiakofi

Retour sur les circonstances de l'enlèvement du journaliste français Olivier Dubois



Le journaliste français Olivier Dubois pris en photo le 14 septembre 2020 à Nioro au Mali, par l'AFP

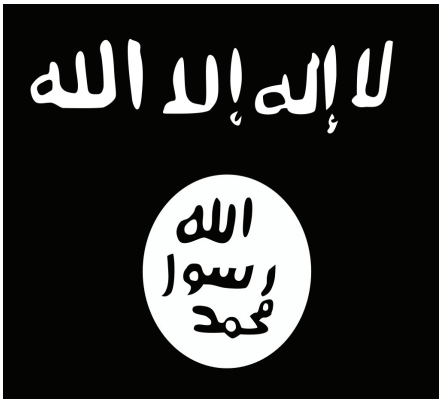
Dans une vidéo publiée ce mercredi 5 mai sur les réseaux sociaux, le journaliste français Olivier Dubois affirme être l'otage des jihadistes du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans. RFI revient sur les derniers instants du journaliste, avant l'enlèvement. Une enquête antiterroriste a été ouverte en France.

À en croire Rfi, au départ le journaliste français, Olivier Dubois était en quête de réaliser un interview avec Abdallah Ag Albakaye, un cadre dans la région du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans. Pour ce faire, avant son arrivée à Gao le 8 avril, le journaliste avait échangé des lettres avec un supposé chef djihadiste qui l'attendait par un intermédiaire. À son arrivée à Gao, toujours selon Rfi, le même intermédiaire, du nom de Souleymane, l'accueille à l'aéroport. Les affaires du journaliste déposées à l'hôtel, il part au lieu du rendez-vous avec le chef jihadiste à l'intérieur de la ville de Gao. Comme

La suite à la page 9

MALI

La suite de la page 8



Le journaliste Olivier Dubois a été enlevé par le GSIM, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

convenu, il est sans son matériel de travail, ses futurs ravisseurs craignant d'être suivis, a indiqué Rfi. Olivier Dubois a eu le temps de dire à Souleymane : « Si dans 45 minutes, tu n'as pas de mes nouvelles, il faut prévenir ma famille et Barkhane », a rapporté la même source. Et cela fait à présent près d'un mois. En lien avec les autorités françaises, famille et amis avaient choisi de garder le secret, en attendant d'y voir plus clair.

Confirmation de l'enlèvement du journaliste

Si ses proches et collaborateurs se demandaient si sa disparition était un enlèvement ou des mesures de précaution prises par les jihadistes qu'il devait rencontrer, leur inquiétude est désormais fondée. Dans une vidéo de 21 secondes, qui circule depuis le 4 mai dernier sur les réseaux sociaux, Olivier Dubois précise lui-même avoir été enlevé par le GSIM, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (ou JNIM), le 8 avril dernier. Il demande à sa famille, à ses amis et aux autorités françaises de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour le faire libérer. Une enquête préliminaire pour « enlèvement en bande organisée » et « en relation avec une entreprise terroriste » a été ouverte en France, a appris mercredi l'AFP auprès du parquet national antiterroriste (Pnat). L'intermédiaire, Souleymane est également entre les mains des enquêteurs au Mali.

Installé au Mali depuis 2015, Olivier Dubois est un journaliste indépendant, qui travaille notamment pour le journal français Libération et pour le magazine Le Point. Famille et proches, tous espèrent que Olivier retrouve rapidement la liberté.

Line Rose

L'Éthiopie remplace le chef du gouvernement intérimaire dans le Tigré ravagé par la guerre



L'ancien administrateur d'État intérimaire Mulu Nega (Dr.) a été nommé ministre d'État des Sciences et de l'Enseignement supérieur

Le gouvernement fédéral éthiopien a remplacé le chef de l'administration intérimaire du Tigray, une région déchirée par plus de six mois de conflit catastrophique.

Mulu Nega occupait ce poste depuis novembre, peu de temps après que le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé une campagne militaire contre le Front de libération du peuple

La suite à la page 10

La suite de la page 9

du Tigray (TPLF), le parti au pouvoir de la région du nord qui avait dominé la politique nationale pendant des décennies. Mulu a été remplacé par Abraham Belay, qui était ministre de l'Innovation et de la Technologie au sein du gouvernement fédéral, a déclaré jeudi le bureau d'Abiy dans un message sur Twitter. «Cette nomination est le résultat d'un examen de performance de six mois du rôle», a déclaré la porte-parole d'Abiy, Billene Seyoum, à l'AFP. Abraham est membre du parti pour la prospérité d'Abiy.

Après que les troupes fédérales ont pris la capitale régionale Mekelle en novembre, Mulu s'est mis à essayer d'établir un gouvernement intérimaire alors même que les combats faisaient rage ailleurs dans la région. Dans un entretien avec l'AFP en février, il a déclaré qu'il savait que les habitants de Mekelle avaient des «sentiments mitigés» quant à sa présence dans le bureau autrefois occupé par leurs dirigeants renversés. La région du Tigré ne participera pas aux élections nationales prévues pour le 5 juin et on ne sait pas quand le vote aura lieu.

K.Fiakofi

Attaque contre les journalistes et les médias: JED tire la sonnette d'alarme



L'ONG Journaliste en danger (JED) tire la sonnette d'alarme sur les attaques contre les journalistes en RDC

L'ONG Journaliste en danger (JED) a dénoncé une « recrudescence inquiétante » des attaques contre les journalistes et les médias, en République démocratique du Congo (RDC). L'ONG tire la sonnette d'alarme et appelle à des réformes profondes dans le secteur, a rapporté Rfi, le 4 mai dernier.

Les atteintes à la liberté de la presse sont devenues récurrentes dans plusieurs pays ces dernières années, y compris en RDC. C'est du moins ce qu'a révélé l'ONG Journaliste en danger (JED), selon Rfi. A en croire l'ONG JED, depuis le début du quinquennat de Félix Tshisekedi, elle a déjà enregistré 228 cas d'atteintes à la liberté de la presse sur l'ensemble du territoire national. Au moins 14 journalistes ont reçu des menaces directes ou indirectes pour des raisons professionnelles depuis le début de l'année et au moins 9 cas de journalistes agressés ou torturés dans l'exercice de leur profession, a déclaré JED.

Réforme du secteur

La suite à la page 11

RDC

La suite de la page 10



Les atteintes à la liberté de la presse sont devenues récurrentes ces dernières années, selon plusieurs ONG

Face à la recrudescence des atteintes à la liberté de la presse, l'ONG JED appelle à des réformes profondes dans le secteur. Il s'agit de « lutter contre l'impunité des personnes identifiables pour la plupart qui se recrutent dans les services de sécurité et qui s'en prennent ouvertement aux journalistes et qui n'ont jamais été inquiétés, a expliqué Tshivis Tshivuadi, le secrétaire général de JED, cité par Rfi. L'ONG a dénoncé également le phénomène qui est celui de militants politiques qui s'attaquent aux journalistes. "Ils sont identifiables parce qu'ils se réclament du pouvoir», a poursuivi Tshivis Tshivuadi. JED milite en particulier pour la dépénalisation des délits de presse, en passant le plus rapidement possible vers un moratoire.

Par ailleurs, les nouvelles autorités ont promis de s'impliquer pour plus de transparence dans le secteur. « Aujourd'hui, dans une société où le peuple est davantage exigeant. Il veut la transparence, nous avons l'obligation de mettre à disposition de l'information. On établira un calendrier pour faire avancer cela », a promis Patrick Muyaya, le nouveau ministre de la Communication et des Médias.

Line Rose

RDC : l'état de siège entre en vigueur dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri

L'état de siège est entré en vigueur jeudi 6 mai en République démocratique du Congo dans les provinces meurtries du Nord-Kivu et de l'Ituri. Des gouverneurs militaires et des vice-gouverneurs de la police ont été nommés. Il est question de restaurer la paix dans ces provinces en proie à des conflits et aux groupes armés depuis plus de vingt ans.

En République démocratique du Congo, la justice militaire vient de prendre le pas sur les juridictions civiles avec l'état de siège instauré dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le président Félix Tshisekedi a décidé de transférer les pouvoirs des autorités civiles à des autorités militaires pour un mois, y compris dans le domaine de la justice. La tâche de ses derniers est énorme. Les nouveaux gouverneurs sont

La suite à la page 12

La suite de la page 11

appelés à administrer les dites provinces tout en menant des opérations militaires. L'objectif est clair, restaurer la paix dans ces provinces en proie à des conflits et aux groupes armés depuis plus de vingt ans. A en croire Rfi, ces gouverneurs militaires vont disposer de pouvoirs considérables, perquisitions de jour et de nuit, interpellations, interdictions de circuler ou de publier tout ce qui pourrait nuire aux opérations. L'objectif est clair : rien ne doit entraver la conduite des opérations. « Il n'y aura plus d'excuses », avait justifié le ministre de la Communication, expliquant que, depuis vingt ans, rien n'avait marché, mais que l'état de siège n'avait pas été essayé.



Le général Johnny Nkashama, un ancien de la rébellion du RCD Goma, est nommé gouverneur dans la province de l'Ituri.

Des rebelles nommés gouverneurs

Selon les ordonnances de la présidence transmises à la presse, il est stipulé que le général Johnny Nkashama et le commissaire divisionnaire Benjamin Alonga Boni sont nommés dans la province de l'Ituri. Alors que le général Constant Ndima et le commissaire divisionnaire, Romy Ekuka Lipopo, sont eux nommés au Nord-Kivu. Des nominations qui suscitent déjà la polémique dans le pays. Et pour cause, les nouveaux gouverneurs sont des anciens rebelles. En effet, le général Constant Ndima qui était jusque-là le chef d'état-major général adjoint chargé de l'administration et de la logistique est un ancien rebelle du MLC de Jean-Pierre Bemba, cité dans un rapport d'enquête de l'ONU comme le patron de l'opération appelée « Effacer le tableau » en Ituri. Des combattants dont ceux du MLC avaient été accusés d'avoir massacré et violé des Nandés et des Pygmées, suspectés d'être proches d'une autre rébellion entre 2002 et 2003. Une accusation démentie par la présidence. Le général Luboya Nkashama, l'ancien patron de la première zone de défense, qui inclut entre autres Kinshasa et commandant de la 13e région militaire de l'Équateur, est un ancien de la rébellion du RCD Goma, considéré comme proche du Rwanda. Le RCD Goma avait un temps administré cette province, ce qui est d'ores et déjà pointé par certaines organisations de la société civile.

La société civile a promis une surveillance constante des conditions d'application de l'état de siège. Un conseiller de la présidence cité par Rfi a également assuré que les actions des gouverneurs seraient scrutées. Des résultats positifs sont très attendus de cette nouvelle mesure adoptée pour venir à bout des conflits et des groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Line Rose

RCA

Attaque contre des positions des forces de défense et de sécurité à Nana- Mambéré



Fournis par Journal de Bangui

Un accrochage a opposé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) et les éléments des forces armées centrafricaines basés dans la ville Nana-Manbéré selon le Journaldebangui.com.

Des combattants rebelles de 3R, membre de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont attaqué les positions des forces de défense et de sécurité dans la localité de « Abba », dans la Nana-Mambéré, au nord-ouest de la RCA. Les soldats FACA ont riposté, provoquant la fuite des assaillants a t-on appris de nos confrères le Journaldebangui.com. L'attaque avait été rapportée plutôt par des sources locales. Selon ces sources, les habitants de la sous-préfecture de « Abba » et des villages environnants ont été réveillés ce mercredi 05 mai 2021 vers 4 heures du matin par des détonations d'armes automatiques. Il s'agit, selon les mêmes sources, d'un accrochage entre les éléments de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) et les éléments des forces armées centrafricaines basés dans la ville. Selon le site d'information le journaldebangui.com, pour l'heure, la ville est calme, et les assaillants sont repoussés en dehors de la ville par l'armée nationale. Des renforts des mercenaires russes et des FACA viennent d'arriver dans la ville. Rappelons que le pont de Mambéré, situé à 7 kilomètres de la ville de « Abba » sur l'axe Bouar s'est effondré depuis deux semaines sous le poids des camions d'extraction minière des Chinois, rendant difficile le déploiement de renforts de l'armée nationale dans la ville.Le bilan provisoire fait état d'un mort et des trois blessés parmi les civils.

Oumou Konaté

BURKINA FASO

Recrudescence des attaques terroristes au Burkina Faso

Longtemps considéré comme un îlot de paix, le Burkina Faso est devenu en l'espace de quelques aannée, un pays instable du fait de l'hydre terroriste. Depuis le 4 avril 2015, date de l'enlèvement du roumain à Tambao dans le nord-est, le pays des Hommes intègres est dans l'œil du cyclone. Le nombre d'attaques et leurs lots de violences semblent s'accroître au fil des ans. Mais comment le système sécuritaire de ce pays, jadis réputé pour son efficacité dans la sous-région, peine-t-il à vaincre le terrorisme? Comment en est-on arrivé là? Éléments de réponse.



Tous les regards sont tournés vers le président Kaboré qui a la lourde responsabilité de veiller à la stabilité du Faso



Le général Johnny Nkashama, un ancien de la rébellion du RCD Goma, est nommé gouverneur dans la province de l'Ituri.

Regain d'activités des bandes terroristes

De 2015 à 2020, les statistiques officielles font état de plus de 1000 morts, civils et militaires, des milliers de déplacés, des champs détruits et des habitations incendiées au Burkina Faso.

Jusqu'au premier trimestre de l'année 2021, il y a eu une sorte d'accalmie. Mais depuis avril 2021, les attaques ont redoublé en fréquence et la terreur qui les accompagne s'est surtout amplifiée. Presque pas une journée ne passe sans que les médias n'annoncent une actualité macabre au sujet des attaques

La suite à la page 15

La suite de la page 14

terroristes. De la région du Sahel en passant par les régions du Nord, du Centre-nord et de l'Est du pays... les Hommes Armés Non Identifiés (HANI) n'ont eu de répit quant à leurs incursions meurtrières. Ces zones sont devenues une sorte de «no man's land» où les HANI circulent librement et font la loi.

Selon Infowakat.net, un média burkinabè en ligne, ces dernières semaines se sont caractérisées par un regain d'activités de la part de ces HANI: 3 personnes égorgées à Tin-Akoff et à Arbinda, 18 personnes tuées à Seytenga, 13 personnes abattues à Koudré dans le sahel; plusieurs habitations incendiées à Pissila dans le centre-nord; 30 civils tués à Kodyel et récemment l'enlèvement puis l'exécution de 3 journalistes occidentaux à Pama dans l'Est du pays. Cette saignée macabre sera-t-elle enrayée un jour?

Au Burkina Faso, on peut remarquer que le terrorisme gagne du terrain, en partie, du fait du faible maillage sécuritaire du territoire. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) semblent visiblement débordées et n'arrivent pas à elles seules, à faire sortir le pays du bourbier dans lequel il est plongé depuis un certain 15 janvier 2016. La contribution d'autres forces s'est avérée nécessaire. Et c'est cette nécessité qui a conduit le président du Faso, Roch Kaboré, à instituer les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) en janvier 2020 afin d'aider les FDS dans leurs missions quotidiennes de maintien de la sécurité publique. Cependant force est de constater qu'une année après leur mise place, les résultats sont en deçà des attentes. Les populations des zones affectées ne savent plus à quel saint se vouer. Doivent-elles se résigner face au diktat des terroristes? Ou doivent-elles y résister et à quel prix? Autant de questions que les populations des zones concernées se posent au quotidien sans en avoir la moindre réponse. Cela d'autant plus que la faible représentativité de l'Etat au niveau de ces zones semble être une aubaine pour ces forces obscurantistes qui y sèment à souhait la terreur avec son corollaire de morts et de désolation. Tous les regards sont à nouveau tournés vers le président du Faso, «garant constitutionnel de la stabilité du pays», qui doit nécessairement trouver la réplique.

Souvenons-nous que le terrorisme s'est amplifié en 2012 au Mali après la chute du guide libyen Mouammar Khadaffi en 2011 qui a occasionné une libre circulation massive et incontrôlée des armes. Il va étendre rapidement ses tentacules au Niger, au Tchad et à la Mauritanie. Le Burkina Faso, frontalier à ces pays, est resté pendant longtemps épargné par les attaques terroristes. C'est avec la chute du président Blaise Compaoré en 2014 et le démantèlement de sa garde présidentielle suite au putsch manqué de septembre 2015 que le pays des Hommes intègres sera dans le viseur de ces partisans de la terreur. Le pays semble depuis lors, être "confortablement logé" dans le cercle des pays en proie à ce «mal». A quand la fin de ce feuilleton macabre?

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Réconciliation nationale : Le CFOP installe son comité de réflexion

Les locaux du Chef de File de l'Opposition Politique burkinabè ont abrité le vendredi 7 mai 2021 plusieurs activités. L'opposition a dans un premier temps procédé à l'installation du comité de réflexion sur la réconciliation nationale. En marge de cela, le CFOP a reçu la visite du ministre de l'éducation Stanislas Ouaro qui dit être venu recueillir la contribution de l'opposition pour les futures assises nationales de l'éducation.



Le ministre Ouaro veut les avis du CFOP sur les prochaines assises de l'éducation



Le CFOP a reçu la visite du ministre de l'éducation Stanislas Ouaro qui dit être venu recueillir la contribution de l'opposition pour les futures assises nationales de l'éducation.

S'il y a un sujet qui passionne tant et qui fait couler beaucoup d'encre et de salive au pays des Hommes intègres, c'est bien celui de la «réconciliation nationale". La création d'un ministère chargé de cette question dirigé par Zéphirin Diabré, prouve à souhait que le sujet est d'intérêt national. L'opposition politique burkinabè affiliée au CFOP n'a pas voulu rester en marge du processus et a tenu à donner de la voix. Selon les opposants, c'est dans cette optique qu'un comité de réflexion qui se penchera sur les aspects de la réconciliation nationale a été mis en place ce vendredi 7 mai 2021. Ce comité composé des ténors de l'opposition à l'image de Eddie Komboigo président du CDP, l'ex-parti au pouvoir, de Ablassé Ouédraogo de "Le Faso autrement", de Gilbert Ouédraogo du "parti d L'ADF-RDA. Le comité est présidé par Alain Zoubga du parti «L'autre Burkina PSR".

La suite à la page 17

La suite de la page 16

Disposant de deux semaines pour rendre son rapport, ce comité aura la lourde tâche «de faire les analyses et le diagnostic nécessaires dont les fruits feront l'objet d'un rapport» a laissé entendre le principal orateur du jour, Eddie Komboïgo. Face aux Hommes de presse, Ablassé Ouédraogo dira que «ce n'est qu'un secret de Polichinelle de dire que les Burkinabè et le Burkina Faso ont besoin de réconciliation» et à l'entendre, cette réconciliation est possible. Tahirou Barry, un autre poids lourd de l'opposition, semble être pour le principe de la réconciliation mais assorti de réserve. En effet selon lui, «la réconciliation nationale pour être franche ne doit pas être une prime à l'impunité»

Le ministre de l'éducation nationale Stanislas était en visite au CFOP. Cette visite rentre dans le cadre Il dit être venu recueillir les suggestions du CFOP à propos des prochaines assises sur l'éducation.

A l'entendre l'opposition est disponible à participer et à prendre une part active à ces assises. Pour le ministre, «l'on n'est pas d'abord au stade de réformes mais de débat qui peut conduire à des réformes». Sur la crise scolaire en cours consécutive au projet de réformes, le ministre a tenu à indiquer que le CFOP a «été imprégné des réalités».

A.K. TAPSOBA et F. COMPAORE



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Zambie : MTN crée un opérateur dédié à ses activités sur fibre optique



Le marché du haut débit gagne en valeur en Afrique et devient un puissant moteur de croissance pour divers groupes télécoms. Selon Agence Ecofin pour en tirer profit, MTN Group a initié une stratégie générale d'efficacité opérationnelle depuis l'année dernière. La société a franchi un nouveau pas dans cette optique. Il a créé un opérateur de fibre optique en Zambie, l'entité est une filiale de GlobalConnect, la branche du groupe télécoms sud-africain spécialisée dans l'exploitation d'infrastructures télécoms à haut débit. MTN Group indique dans son rapport financier pour le premier trimestre 2021, publié vendredi 30 avril, que la nouvelle entreprise qui contribue au renforcement des activités de GlobalConnect en Afrique a déjà déployé plus de 2 000 km de fibre supplémentaire en Zambie. L'ouverture de la filiale zambienne de GlobalConnect cadre avec la stratégie « Ambition 2025 » du groupe MTN, initiée l'année dernière et qui fait la part belle à la diversification des activités et la création de valeur à travers l'investissement dans la capacité et la résilience des réseaux.

Faute de moyens, la Zambie a arrêté la production sur l'une des mines saisies à Vedanta



La Zambie a avoué cette semaine son incapacité à poursuivre l'exploitation de la mine souterraine de cuivre Konkola Deep, l'un des actifs saisis au géant minier Vedanta depuis 2019, nous rapporte l'Agence Ecofin du 06 mai 2021. Selon Barnaby Mulenga, secrétaire permanent du ministère des Mines, relayé par Bloomberg, cette situation est liée au manque de fonds pour développer le projet. Pour rappel, l'Etat zambien a avancé le non-respect des promesses d'investissements et le trop peu d'impôts payés par Vedanta, comme motifs à la saisie des actifs depuis 2 ans. Le géant britannique, propriété du milliardaire indien Anil Agarwal, a toujours nié ces accusations et s'est dit «attristé» de l'arrêt des opérations à Konkola Deep.

Libéria : L'OMS renforce la surveillance et la gestion de la résistance aux antimicrobiens (RAM)



D'après le journal Reliefweb du 06 mai 2021,l'OMS a fait don, le 23 avril 2021, d'équipements de communication et de technologie de l'information (TIC) et de divers accessoires au ministère de la Santé pour renforcer la surveillance et la gestion de la résistance aux antimicrobiens (RAM) au Libéria. L'équipement et les accessoires TIC donnés comprennent huit ordinateurs portables, sept imprimantes, sept téléphones portables et assortiment de boîtes de papeterie et de cartouches d'imprimantes, pour soutenir la surveillance et la gestion de la résistance aux antimicrobiens (RAM) au niveau national dans sept grands hôpitaux publics de référence au Libéria. Faisant les dons au ministère de la Santé, le Dr Peter Clement, représentant de l'OMS pour

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

le Libéria, a félicité les dirigeants et les partenaires du ministère de la Santé pour leur engagement à fournir des services de santé de qualité, y compris le programme AMR et la plateforme One Health.

La Chine fait don de matériel anti-épidémique au Libéria



Le journal Reliefweb du jeudi 06 mai 2021, rapporte que le Gouvernement chinois, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur chinois SE Ren Yisheng, a fait don du quatrième lot de matériel anti-épidémique au Gouvernement et au peuple libérien. L'ambassadeur Ren a déclaré que ce lot de fournitures médicales comprend 180 ventilateurs, 50 concentrateurs d'oxygène avec 1800 masques complets et 500 pièces de tubulure, 17600 masques de protection médicale et 100 thermomètres infrarouges, en espérant que ces fournitures médicales, qui ont suivi la norme de fabrication chinoise la plus stricte, seront distribués à tous les hôpitaux publics et établissements médicaux privés à travers le pays.

Nigeria : Le Parlement enquête sur une violation du quota d'employés étrangers dans les entreprises télécoms



Les Commissions parlementaires en charge des télécommunications et de l'intérieur enquêtent au sein des sociétés télécoms pour déterminer si elles respectent ou non les règles relatives au quota de travailleurs expatriés prévu par la loi, a indiqué l'Agence Ecofin. La Chambre des représentants leur a confié cette mission mardi 4 mai, après l'adoption d'une motion introduite à cet effet par le député Bello Shinkafi, du Peoples Democratic Party (PDP), représentant le district de Zurmi dans l'Etat de Zamfara. Selon Bello Shinkafi, cité par notre source, de nombreux expatriés conservent encore leur emploi après l'expiration de leur permis et ne le renouvellent pas comme l'exige la loi. Les expatriés bénéficient d'une rémunération et de privilèges inimaginables tandis que leurs homologues nigérians sont moins payés et traités avec mépris dans leur propre pays. De nombreux Nigérians compétents perdent leur emploi et le pays perd plusieurs millions de dollars par an, a-t-il ajouté. Le 14 avril, lors de la deuxième réunion des parties prenantes pour la validation du Manuel sur l'administration des quotas d'expatriés au Nigeria, le ministre de l'Intérieur Ọgbẹni Rauf Arẹgbẹsọla déplorait déjà une violation flagrante de la loi.

Mauritanie : Mohamed Abba Sidi Jeilany prend la direction de la Commission de contrôle des marchés publics



En mauritanie, Mohamed Abba Sidi Jeilany a été nommé directeur général de la Commission nationale de contrôle des marchés publics le 5 mai 2021, a informé Financial Afrik. Il succède à Thiam Zakaria qui hérite d'un poste de conseiller au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il est un diplômé de l'ENA de Nouakchott, de l'Institut International d'Administration et de l'Université d'Auvergne en

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

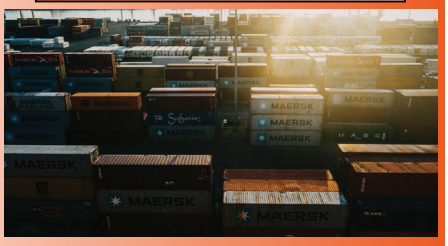
France. Selon notre source, en 1986, Mohamed Abba Sidi Jeilany était inspecteur vérificateur à la Direction du Trésor et de la comptabilité publique. Après huit ans de services, il est promu contrôleur des ordonnateurs et des comptes comptables publics avant de rejoindre l'Agence pour la sécurité aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) où il va servir neuf ans durant. En janvier 2008, il est nommé Inspecteur général de l'Etat en Mauritanie et en 2009, il repart pour l'Asecna pour y occuper le poste de responsable du contrôle sécurité, qualité et environnement jusqu'en décembre 2020 date à laquelle il se met à son propre compte comme consultant sénior free-lance, a ajouté notre source.

Malawi: la Haute Cour ordonne l'arrêt de la relocalisation des réfugiés au camp



Au Malawi, la Haute Cour offre du répit aux réfugiés, ordonnant l'arrêt de la relocalisation en attendant de pouvoir examiner l'affaire, indique Voa Afrique. Pour mémoire, le ministre de la Sécurité intérieure avait ordonné en avril à environ 2.000 réfugiés vivant en dehors de Dzaleka (camp pour réfugiés) de retourner dans le camp, affirmant que vivre parmi les citoyens malawites représentait un danger pour la sécurité nationale. Interrogé par l'AFP, cité par notre source, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) dit conseiller «fortement au gouvernement» de renoncer à ce projet, arguant que le retour dans le camp de ces réfugiés aggraverait «l'encombrement des écoles, la recherche d'eau et les questions de santé». Des ONG appellent le gouvernement à respecter les réfugiés et s'assurer que leurs investissements soient protégés, a ajouté notre source. Les demandeurs d'asile, majoritairement congolais, burundais ou encore rwandais, sont parvenus à échapper au camp surpeuplé situé à une cinquantaine de km de Lilongwe, la capitale du Malawi.

Maroc : Les vols internationaux de l'aéroport Mohammed V transférés au Terminal 1

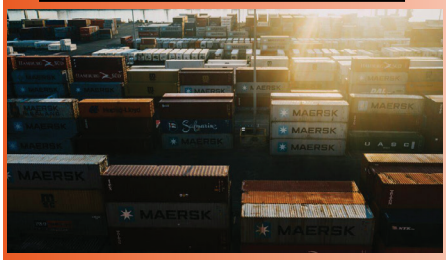


Les vols internationaux à l'aéroport Mohammed V ne seront plus effectués à partir du Terminal 2. Dès ce vendredi 7 mai, un redéploiement sera opéré. Ainsi, ces vols (enregistrement et embarquement) seront transférés au Terminal 1 de cet aéroport, nous rapporte le journal L'Economiste. «Ce transfert a été décidé par l'ONDA, en concertation avec les compagnies aériennes et les divers partenaires aéroportuaires, dans un souci d'optimisation des ressources aéroportuaires et de rationalisation des coûts d'exploitation autant pour l'ONDA que pour ses partenaires», indique l'Office. A noter que le Terminal 1 a été inauguré par le Roi en janvier 2019. Il couvre 76 000 m² et permet d'accueillir un trafic de 7 millions de passagers par an. Ce terminal dispose d'installations et d'équipements modernes respectant toutes les

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

précautions sanitaires (distanciation par le marquage au sol, files d'attente linéaires, distributeurs de gel désinfectant, …).

Botswana: L'économie des revenus des exportations revus à la baisse de 3 milliards d'euros



La valeur totale des exportations du Botswana a diminué de 2,3 milliards de pesos (27%), passant du chiffre révisé de 8,6 milliards de pesos enregistré en janvier 2021 à 8,5 milliards de pesos en janvier 2021 à 6,3 milliards de pesos enregistré en février 2021. Selon les données fournies par l'International Merchandise Trade Statistics Digest de février 2021 récemment publié par Statistics Botswana cité par La Gazette du Botswana, la baisse considérable de la facture d'exportation du pays est en grande partie due à une baisse de 28,1% de la valeur des exportations de diamants de 8,2 milliards de pesos à 5,9 milliards de pesos. «Ces exportations étaient principalement destinées aux Émirats arabes unis et à l›Inde, ayant reçu respectivement 31,3% (1,9 milliard de pesos) et 17,1% (1,08 milliard de pesos) du total des exportations», a déclaré Statistics Botswana.

Crise sociale en Algérie : le gouvernement met en garde contre des actes «subversifs»



Le gouvernement algérien a durci le ton ce jeudi face à la crise sociale qui ébranle le pays. « Une exploitation de l'activité syndicale par certains mouvements subversifs visant à semer la fitna (NDLR : sédition) a récemment été relevée », note un communiqué des services du Premier ministre, tout en reconnaissant le droit de grève et les libertés syndicales garantis par la Constitution. L'influente revue de l'armée El Djeich a fustigé cette semaine des grèves « suspectes », avertissant que « la sécurité nationale (était) une ligne rouge », à l'approche des élections législatives convoquées le 12 juin. Les autorités algériennes font face depuis plusieurs semaines à une multiplication des conflits sociaux, alimentés par un taux de chômage élevé (15 %) et une paupérisation de larges franges de la société.

Le Bénin et le Maroc décident de renforcer leur coopération bilatérale dans plusieurs domaines



Les chefs de la diplomatie du Bénin, Aurélien Agbénonci, et du Maroc, Nasser Bourita, sont convenus jeudi de renforcer davantage la coopération bilatérale dans les domaines de la formation, des investissements, des énergies renouvelables, de la pêche maritime et de la transformation des produits de la mer, du tourisme, des affaires islamiques, de la protection civile, de la coopération portuaire, du transport aéroportuaire et de la justice, a rapporté le site french.china.org.cn/.

A l'issue de leur entretien par visioconférence, ils ont souligné dans un communiqué l'exemplarité des relations bilatérales, sous la directive du roi du Maroc Mohammed VI et du président béninois Patrice Talon, et leur souhait

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

de consolider ce partenariat stratégique pour faire de ces relations un modèle de coopération interafricaine, fondé sur les valeurs de solidarité, d'échange et de partage.

Ouganda : l'ex-commandant de la LRA Dominic Ongwen condamné à 25 ans de prison par la CPI



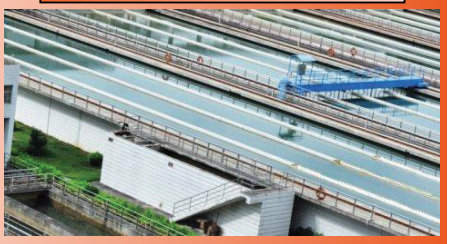
La Cour pénale internationale a condamné jeudi Dominic Ongwen à 25 ans de prison pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cet ex enfant soldat ougandais était devenu un commandant de la brutale rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur» (LRA).Dominic Ongwen, 45 ans, avait été reconnu coupable en février de 61 chefs d'accusation, dont celui de grossesse forcée, une première pour la CPI, basée à La Haye. Il avait aussi été jugé coupable de meurtre, viol, esclavage sexuel et enrôlement d'enfants soldats. M. Ongwen encourait la prison à perpétuité. Mais les magistrats de la CPI ont jugé, à l'issue d'un procès «long et complexe», que les «souffrances extrêmes» endurées par l'enfant qu'était le chef rebelle au moment de son enlèvement par la LRA devaient conduire à une peine plus clémente.

Madagascar: début de la première phase de vaccination contre le Covid-19



Le plan national de déploiement de la vaccination élaboré conjointement entre le ministère de la Santé publique et l'Académie nationale de médecine de Madagascar, établit un plan triennal de vaccination contre le Covid-19 à Madagascar. La première phase commence ce vendredi, avec les premiers vaccins de la facilité Covax qui arrivent sur la Grande île. Le gouvernement veut faire vacciner quatorze millions de personnes d'ici la fin du premier semestre 2023. A en croire Rfi, le vaccin Covishield, la version indienne de l'AstraZeneca, a été choisi pour sa facilité de conservation par rapport aux autres doses, car il se conserve entre 2 et 8 degrés. Ce vaccin va couvrir 3% de la population, c'est-à-dire les personnes à risques : les agents de santé et les personnes de plus de 70 ans par exemple.

L'ancien avion de Kadhafi devrait s'envoler pour la Libye «d'ici deux semaines»



Selon la télévision France 3, des techniciens de EACS, actuel propriétaire de l'Airbus A340 5A ONE, sont à Perpignan Pyrénées-Orientales afin de procéder au rapatriement de l'ancien avion présidentiel de Mouammar Khadafi. Selon eux, l'appareil devrait retourner en Libye «dans deux semaines maximum».»Il y encore quelques petits problèmes à réparer mais l'Airbus A340 5A-ONE est en très bon état. D'ici une à deux semaines maximum, il sera de retour en Libye» a expliqué Enweer Abumdas, manager technique de la société libyenne EACS. Stocké dans le sud de la France depuis 2014, les essais sur cet appareil se multipliaient ces dernières semaines faisant la joie des spotters, ces passionnés d'aviation parcourant les aéroports et aérodromes pour observer, répertorier, prendre des photos d'avions, comme le montre ce tweet. Selon le site internet Africa Intelligence, la compagnie d'Etat libyenne EACS (Executive Authority for Air Cargo and Special

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Flights), propriétaire de l'avion après un long combat juridique, a déboursé 14 millions d'euros pour remettre en état l'appareil.

Niger : 25 forages et 3 usines de traitement d'eau seront réalisés en 2021



25 nouveaux forages ainsi que 3 nouvelles usines seront réalisés en 2021 pour pallier le problème de la pénurie d'eau potable observé au Niger pendant les saisons sèches. L'annonce a été faite au cours d'un point de presse animé conjointement par le directeur général par intérim de la société des patrimoines des eaux (SPEN), Amadou Mamadou Sékou et le directeur général de la société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN), Denis Reboul, a rapporté Niamey et les 2 jours. Les deux directeurs ont ainsi indiqué qu'une usine de production de 40 000 m3/ jour a été réalisée à Niamey et qu'une autre unité d'une potentialité de 15000m3/jour était en cours dans la capitale. Des forages sont prévus dans plusieurs villes du pays.

Lesotho: Forte prévalence de l'insécurité alimentaire au début de 2021



On estime qu'environ 580 000 personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC: «Crise» et plus) au cours de la période d'octobre 2020 à mars 2021. À ce niveau selon Relief web, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire était de 35 pour cent supérieur à la période correspondante en 2019/20. La prévalence de l'insécurité alimentaire est passée de 30 à 40 pour cent de la population analysée et l'augmentation du nombre de personnes dans la phase 4 de l'IPC: «urgence», estimée à 100 000 contre 70 000, est particulièrement préoccupante. La nourriture et la perte d'emplois et de revenus associée à la pandémie du COVID-19 ont été les principaux facteurs de l'augmentation de la prévalence et de la gravité de l'insécurité alimentaire. Les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë devraient diminuer à partir de mai avec le début de la récolte céréalière de 2021, ce qui augmentera la disponibilité alimentaire.

La vaccination contre la COVID-19 permettra de retrouver vite la croissance économique, selon le president de la Commission de la CEDEAO



Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) Jean-Claude Kassi Brou, a déclaré le jeudi 06 mai à Dakar, qu'avec la vaccination contre la COVID-19, cet espace ouest-africain pourrait rapidement retrouver les conditions d'une reprise de la croissance économique. Intervenant à la télévision publique sénégalaise, M. Brou a souhaité que la dynamique de la vaccination contre la COVID-19, qui a déjà démarré dans plusieurs pays depuis des mois, puisse se poursuivre et s'amplifier.»Il n'y a que cette croissance qui va nous permettre d'avoir des emplois et la stabilité économique et financière et le progrès économique pour la région de l'espace CEDEAO», a-t-il expliqué.L'espace de la CEDEAO a subi les contrecoups de la COVID-19,

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

''avec des conséquences financières et humanitaires qui ont entraîné une baisse des activités financières'', dans cette partie de l'Afrique, a-t-il rappelé.

La plus ancienne sépulture humaine mise au jour au Kenya



Au Kenya, les archéologues viennent de mettre au jour la plus ancienne sépulture d'un homme moderne en Afrique, au terme d'une folle épopée scientifique révélée mercredi 5 mai. «Mtoto» («enfant» en swahili), comme l'ont baptisé les chercheurs, est mort vers l'âge de trois ans à Panga ya Saidi une vaste grotte nichée au cœur d'une forêt, près de la côte kényane, Selon le site Reformes. Son corps a été enfoui dans une fosse, enveloppé dans un linceul et couché en position fœtale, évoquant un rituel funéraire élaboré au sein de sa communauté, des Homo sapiens chasseurs-cueilleurs qui résidaient là il y a 78 000 ans. Il s'agit de la plus ancienne sépulture connue en Afrique , où l›homme moderne est apparu, ont indiqué les archéologues . Sa mise au jour, décrite mercredi dans la revue Nature, est le fruit d'un long processus jalonné de surprises, depuis 2013.

Togo: 116 millions $ de dépenses militaires en 2020



Alors que les recettes ont connu une baisse pour cause de Covid19, l'Afrique a vu ses dépenses militaires grimper de 5,1% en 2020.Au Togo, ce sont 116 millions $ qui ont été débloqués pour des dépenses militaires. Ces chiffres sont contenus dans un rapport publié fin avril dernier par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Le rapport faisant le point des dépenses militaires des pays en 2020 a noté une progression de 5,1% dans toute l'Afrique. Selon Togo Breaking New, les dépenses en question englobent les dépenses en achats d'armements, en pensions militaires ou les dépenses concernant les forces paramilitaires. Le Togo arrive au 31e rang africain en ce qui concerne ces dépenses d'après le rapport de SIPRI . Même si le Togo n'est pas encore frappée par le fléau du terrorisme, le pays s'organise pour prévenir cette éventualité.



ANNONCES

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW
Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque
viaPRESSE.com
Cdiscount
MONKIOSK.com
fnac
viapress.be
SOGAPRESSE
ePresse
Cultura
emediaplace
France loisirs
scopalto
orange
Tego

ANNONCE



MASTER 1 et 2

Suivi-Evaluation des Projets et Programmes

www.formationenligne.org

Mention spéciale : toutes les filières sont des
Instituts Sciences Campus et
de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02

OTC
ONLINE TRAINING CENTER